

Le Pentagone continue de renforcer son dispositif dans le Golfe Persique
page 3

la tribune

Forum

Informations générales pp. 3 et 6
Vivre en '87 p. 4
De tout et de tous p. 5

Sinon, il n'y aura pas d'accord de libre-échange, avertissent des sénateurs américains

Le Canada devra faire des concessions

par Norma GREENAWAY

WASHINGTON (PC) — A deux mois de l'échéance du 5 octobre, des sénateurs américains influents ont averti hier qu'à moins de concessions de la part du Canada, il sera difficile de convaincre le Congrès de ratifier un accord de libre-échange canado-américain.

A l'issue d'un briefing des hauts dirigeants du Département du commerce, des membres du puissant comité sénatorial sur les finances ont soutenu que pour engager le Congrès, le Canada devait présenter des compromis sur des questions importantes comme les restrictions à l'investissement étranger.

Plusieurs sénateurs ont réitéré leur traditionnelle opposition à la principale exigence du Canada, qui réclame la mise sur pied d'un mécanisme de règlement des disputes commerciales entre les deux pays, même si certains se sont montrés ouverts à cette idée. D'autres points de discord existent: les subventions canadiennes aux industries

et la protection des industries culturelles canadiennes.

"Le Congrès s'annonce très exigeant. Nous voulons une entente avec le Canada, mais il faut que chacun y mette du sien", a déclaré le sénateur Max Baucus, démocrate du Montana. Le président du comité, son collègue du Texas Lloyds Bentsen, partage cette opinion, ajoutant que l'aval du Congrès ne serait donné que dans la mesure où le pacte sera équilibré et exhaustif.

Reprise des discussions

Ces prises de position ont été formulées au moment où, dans la capitale fédérale américaine, les discussions reprenaient entre les né-

gociateurs américains et canadiens, qui doivent présenter leur projet au Congrès d'ici le 5 octobre.

Au même moment, de ce côté-ci de la frontière, un sondage indi-



Simon Reisman

quait une recrudescence de l'opposition à la signature d'un accord. Du tiers qu'ils étaient au début de l'année, les adversaires du libre-échange regroupent maintenant 43 pour cent des personnes interrogées.

Du côté canadien, le négociateur Simon Reisman a rejeté du revers de la main tant les résultats du sondage que les restrictions des sénateurs. "Si nous réussissons à produire le genre d'accord qu'on recherche, je pense que le pays (Canada) manifesterait son approbation par des appuis très, très solides", a-t-il déclaré au début d'une séance de négociations intensives de deux jours.

"Nous avons toujours cru dans un accord exhaustif, vaste et intégral qui profitera aux deux pays", soutient le négociateur canadien. Rien moins ou alors ni l'un ni l'autre ne devrait accepter de signer. Et, croit-il, on négociera jusqu'à la dernière minute.

Pour la sénateur Bentsen, les deux parties doivent faire des progrès. "J'ai répété qu'aucune des parties ne devrait se tenir coi en attendant que le temps passe. D'aucune façon", ajoute le président du comité, qui aura un rôle important à jouer une fois que le projet d'entente se rendra jusqu'à la colline du Capitole. Le temps approche, presse-t-il.

Pas pressé

Simon Reisman ne se sent pas si pressé. Il pense qu'il reste suffisamment de temps. "Je pense qu'il y a suffisamment de temps, dans la mesure où nous travaillons prestement et qu'il y a un affinement de bonne volonté de part et d'autre."

Pour au moins trois sénateurs — Bentsen, John Heinz (Républicain de Pennsylvanie) et John Danforth (Républicain du Missouri) — l'inclusion d'un mécanisme de règlement des disputes pourrait mettre

serieusement en doute les chances de succès au Congrès.

"Si les négociateurs concoctent une entente qui contourne les lois américaines en les remplaçant par une sorte de tribunal d'arbitrage ayant préséance sur notre droit de

regard et la législation anti-dumping, je pense qu'on devra s'attendre à de grandes difficultés au Sénat et au comité sénatorial des finances", affirme M. Danforth. "En ce qui me regarde, je m'y opposerai avec vigueur."

Le gouvernement fédéral demanderait aujourd'hui au président de la Chambre de rappeler le Parlement

OTTAWA (PC) — Selon toutes probabilités, le gouvernement conservateur demandera aujourd'hui au président de la Chambre John Fraser de rappeler le Parlement, ainsi que l'avait annoncé, la semaine dernière, le premier ministre Brian Mulroney.

Tom Van Dusen, porte-parole du vice-premier ministre Don Mazankowski, a déclaré hier que la requête avait été retardée par le voyage de M. Mulroney dans l'Ouest du pays et par des consultations auprès de plusieurs ministres et fonctionnaires au sujet du libellé d'amendements à la Loi de l'immigration.

M. Mulroney veut rappeler le Parlement d'urgence - les travaux auraient normalement dû reprendre seulement le 14 septembre - pour régler le problème des immigrants illégaux. Le premier mi-

nistre considère notamment que la plupart des 174 Sud-Asiatiques arrivés le mois dernier en Nouvelle-Ecosse, et qui ont réclamé le statut de réfugié, sont des immigrants illégaux.

Le vice-premier ministre avait d'abord eu l'intention de soumettre la demande de rappel à M. Fraser dès hier. Ce délai d'une journée signifie que les parlementaires pourraient ne pas être de retour en Chambre avant mercredi ou jeudi prochains.

M. Fraser avait refusé une requête similaire, le mois dernier. Il s'agissait de faire adopter des projets de loi bloqués par le Sénat, portant sur la déréglementation du transport et sur l'industrie pharmaceutique. Mais cette fois, on s'attend à ce que M. Fraser accède à la requête de M. Mazankowski.

Fonds de 1,2 milliard \$ pour l'Ouest Le Manitoba réclame une plus large part

WINNIPEG (PC) — Les politiciens du Manitoba réclament déjà une part du fonds de 1,2 milliard \$ pour la diversification de l'économie de l'Ouest canadien supérieure à celle à laquelle la province aurait droit selon le critère de la démographie.

A son retour d'Edmonton, où l'octroi du fond fédéral venait d'être annoncé, le premier ministre manitobain Howard Pawley a déclaré que sa province devrait obtenir 300.000.000 \$, soit le quart de la somme versée pour promouvoir la diversification de l'économie occidentale du pays.

Quoique le Manitoba, avec son million d'habitants, ne compte seulement que le septième de la population canadienne de l'Ouest, M.

le Manitoba aurait droit à 175 millions \$ en cinq ans, soit 32,68 \$ par année pour chaque habitant.

Pour sa part, le premier ministre Don Getty croit aussi que l'Alberta va profiter plus que les autres du fonds de 1,2 milliard \$.

"Les dollars vont couler vers le secteur secteur privé le plus agressif et je pense qu'il se trouve en Alberta", a expliqué M. Getty, mercredi, en conférence de presse.

Le programme, a-t-il noté, sera



Howard Pawley



Don Getty

Pawley prétend que ses besoins économiques lui donnent droit à une plus large part per capita du fond quinquennal que les trois autres provinces.

"Je serais inquiet si le Manitoba ne recevait pas sa juste part, qui selon moi devrait être de 300.000.000 \$", a-t-il déclaré à Winnipeg.

Le ministre manitobain de l'Industrie, M. Vic Schroeder, a pour sa part indiqué que la province méritait une somme plus importante parce que son revenu par habitant est relativement bas et parce qu'elle a été trompée au niveau de la pérennité au cours des dernières années.

Selon le critère démographique,

dirigé par l'entreprise privée, de sorte que les hommes d'affaires de l'Alberta "vont s'empresser de tirer profit de ce programme".

De plus, a-t-il ajouté, comme le siège social sera situé à Edmonton, le gouvernement provincial va pouvoir travailler en étroite collaboration avec les administrateurs.

"Ce n'est jamais suffisant, a reconnu M. Getty. Mais c'est le genre d'initiative dont nous avons besoin. Cela va venir en aide au programme de diversification que nous exécutons actuellement en Alberta."

Pour le leader néo-démocrate Ray Martin, cependant, "ceux qui croient que ce programme va avoir un impact important croient également au Père Noël".

Une 11e ville ontarienne demande un référendum sur le bilinguisme officiel dans cette province

WINCHESTER, Ontario (PC) — La municipalité de Winchester, située à près de 50 km au sud d'Ottawa, est devenue la 11ème ville de l'Ontario à exiger la tenue d'un référendum sur le bilinguisme officiel dans cette province.

Le conseil municipal de Winchester a voté dans une proportion de 4 contre 1 son appui à une résolution adoptée il y a deux mois par un canton local en faveur d'un référendum provincial sur le rappel du bill 8.

Celui-ci, entériné en novembre dernier, assure que les agences et ministères provinciaux offriront des services en français dans les régions de l'Ontario où la proportion des francophones sera égale ou supérieure à 10 pour cent de la population.

M. William Stewart, conseiller adjoint de Winchester a expliqué qu'il appuyait la résolution parce que le bilinguisme était un non-sens en Ontario.

"Les chiffres sont si peu importants qu'il semble ridicule d'entériner ce projet de loi", a-t-il indiqué. "De la façon dont le bill le présente, ce n'est pas économiquement réalisable".

Le conseiller municipal Larry Gray a été le seul à s'opposer à la résolution. Un référendum, a-t-il expliqué, serait injuste pour la minorité francophone de la province et résulterait en des attaques sur le bilinguisme.

"Je ne crois pas que quiconque soit opposé au bilinguisme en tant que tel, mais on s'inquiète à propos des anglophones unilingues qui perdraient leur emploi parce qu'ils ne sont pas bilingues", a-t-il ajouté.

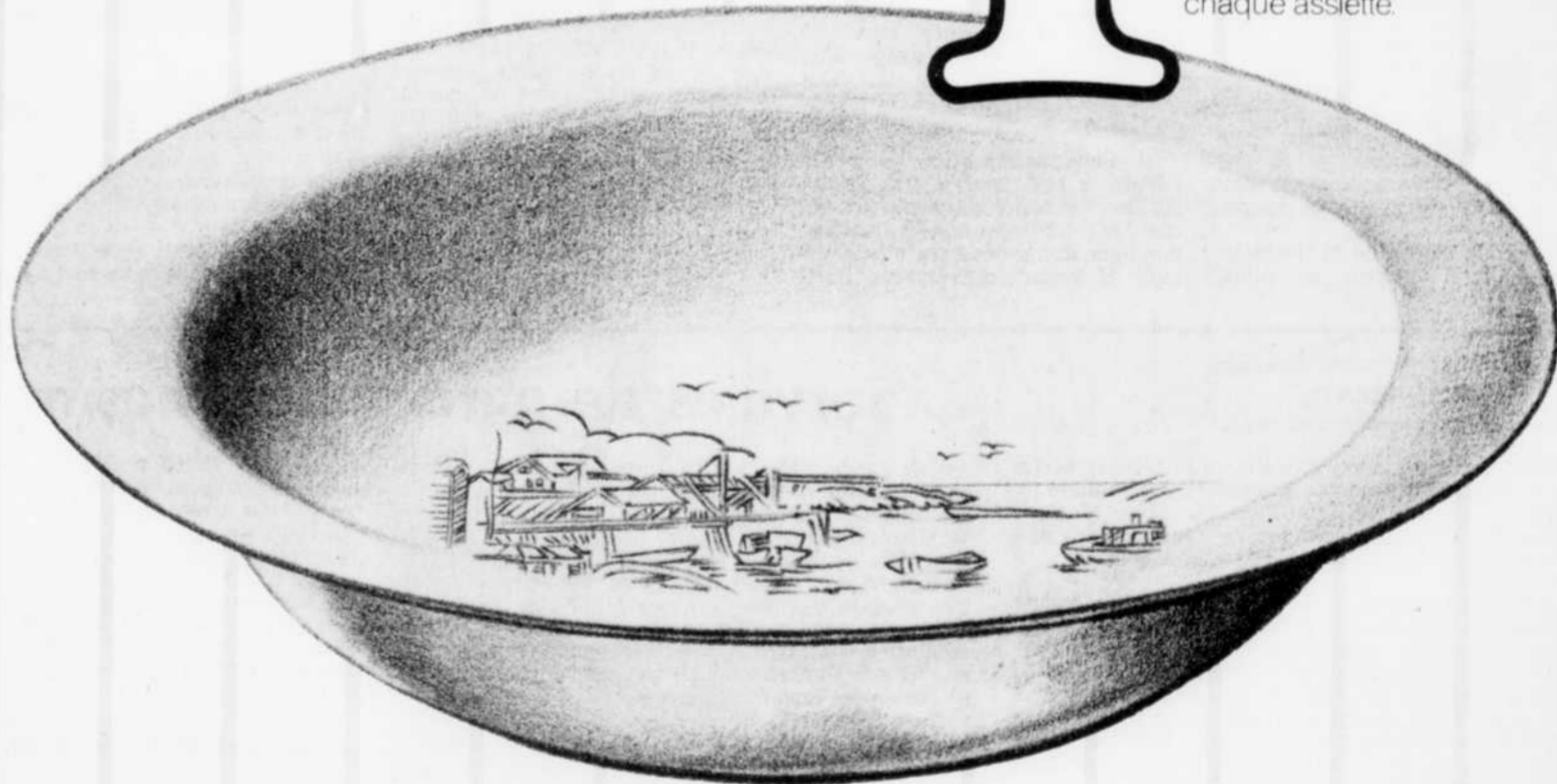
La Collection



8 GRANDES ASSIETTES CREUSES (222 mm) POUR SEULEMENT

199*

avec 1 plein de carburant (min. 25 L) chaque assiette.



Enfin, les voici, les grandes assiettes creuses tout-usage que vous attendiez pour ajouter à votre Collection Shell. Utilisez-les pour servir soupes, pâtes, ragoûts, desserts... Un format pratique dont vous ne pourrez plus vous passer.

Huit assiettes creuses en poterie, faites à la main et décorées des mêmes célèbres scènes de chez nous.

Ces assiettes exclusives à Shell bien que de fabrication artisanale, sont conçues pour la vie active. Hop, au "micro-ondes"! Hop, au lave-vaisselle!

Venez les prendre sans tarder aux stations Shell participantes (au Québec et dans les Maritimes seulement).

* Taxe prov. en sus.

OUI!

Les tasses, les ensembles bol et assiette et les assiettes à dîner de la Collection Shell sont toujours disponibles.



Ça bouge avec Shell

Question en suspens

L'enquête du Congrès américain sur l'Irangate est terminée. On aura appris en fait peu de choses nouvelles sur cette affaire de ventes d'armes à l'Iran et de détournement de fonds vers les contras du Nicaragua. Peu de choses nouvelles mais une constatation majeure se dégage de ces audiences: les gouvernements, même les mieux conçus au plan de l'organisation des pouvoirs, peuvent être victimes d'une poignée de personnes convaincues de détenir la vérité... si celles-ci peuvent profiter d'une autorité complaisante ou négligente...

Le témoignage du colonel North, celui de son supérieur John Poindexter, nous l'ont montré clairement; leurs versions des faits n'étaient pas semblables en tous points mais ces deux fonctionnaires ont affirmé qu'ils croyaient servir les intérêts supérieurs de leur pays en passant outre les règles édictées par les élus de la population.

Ont-ils pu agir ainsi sans la complicité ou l'appui du président lui-même? Leurs témoigna-

ges tendent nettement à blanchir le chef de la Maison Blanche.

Mais, question beaucoup plus importante: le président qui, en dernière instance est responsable devant le peuple, pouvait-il ne pas savoir? C'est-à-dire: en avait-il le droit? A cela, la Commission d'enquête devra donner réponse d'une façon ou d'une autre dans ses conclusions et recommandations. On verra aussi ultérieurement si des accusations criminelles seront portées et contre qui.

Ronald Reagan tentera de parer d'avance les coups dans un discours télévisé prévu pour les prochains jours. Celui qui fut qualifié de "grand communicateur" réussira-t-il à persuader les Américains qu'il a, maintenant, un contrôle adéquat sur ses hommes et sur la politique étrangère des Etats-Unis? C'est probablement l'unique chose qu'il puisse espérer. Car pour le reste, tous, sauf les patriotes à la manière North, seront amèrement déçus par ce triste épisode de l'histoire américaine.

Roch Bilodeau

SONDAGE GALLUP

Femmes battues: 23 p.c. des Canadiens connaissent personnellement un cas

Près de un Canadien sur quatre connaît personnellement un cas de violence conjugale.

La proportion de 23 pour cent au courant de cas de violence envers les femmes est plus élevée que celle concernant les cas de violence faite aux enfants révélée par le sondage Gallup de lundi dernier (16 p.c.).

Environ un tiers des jeunes adultes de moins de trente ans connaissent un cas ou un mari a usé de violence à l'endroit de sa femme; cela comparé à environ seulement un dixième chez les cinquante ans et plus. Et beaucoup plus de femmes (26 vs 20 p.c.) que d'hommes sont au courant de tels cas.

Les Canadiens ayant une formation universitaire ou post-secondaire sont beaucoup plus nombreux que les autres à connaître un de ces cas de violence conjugale.

Les résultats de ce sondage sont fondés sur 1 034 entrevues personnelles avec des adultes de 18 ans et plus menées entre le 8 et le 11 juillet. Un échantillon de cette taille comporte une marge d'erreur de 4 pour cent, 19 fois sur 20.

La question était: "Connaissez-vous personnellement des cas sé-

rieux où les femmes reçoivent des mauvais traitements physiques par leurs maris, c'est-à-dire non pas un cas que vous avez lu dans les journaux ou vu à la télévision mais qui se serait produit chez quelqu'un que vous connaissez ou qui vit dans votre voisinage?"

Au courant d'un cas 23%

National
Régions:
Maritimes 25%
Québec 18%
Ontario 24%
Prairies 28%
C.-Britannique 24%
Sexe:
Hommes 20%
Femmes 26%
Age:
18 à 29 ans 32%
30 à 49 ans 25%
50 ans et plus 12%
Revenu familial:
Moins de 20,000\$ 29%
20,000\$ à 39,999\$ 23%
Plus de 40,000\$
Education:
Secondaire 14%
Post-secondaire 24%
Universitaire 27%

OPINION DES AUTRES

Scrutin en Ontario

Le scrutin du 10 septembre prochain, en Ontario, revêt une importance qui dépasse de beaucoup les frontières de cette province.

Le premier ministre David Peterson est en effet le champion actuel du nationalisme économique canadien, tel que préconisé par Walter Gardon dans les années 60. Il constitue donc la critique la plus crédible parmi les opposants aux négociations du libre-échange.

(...) Selon lui, le Canada n'est pas à vendre. Consentir au libre-échange, dit-il, signifierait, pour l'économie canadienne et la prédominance économique ontarienne sur le reste du pays, un danger.

Le son de cloche de M. Peterson risque d'être entendu, au moins

chez lui. Il provient, en effet, non pas de sources syndicales, comme celles qui inspirent le NDP, mais des milieux d'affaires ontariens. Ceux-ci craignent pour leur monopole.

La campagne que mènera, tout le mois d'août, le leader libéral ontarien sera donc suivie avec intérêt par tous ceux qui s'intéressent aux négociations du libre-échange. Elle intéresse également, au plus haut point, l'état-major du Parti libéral du Canada.

M. Peterson, en effet, se situe à l'école la plus progressiste des libéraux. Nécessité obligeant, il a, à ces deux dernières années, adopté une ligne social-démocrate pour obtenir le support du Nouveau Parti

démocratique, sans lequel il n'aurait pas pu diriger.

C'est ainsi, par exemple, qu'il a tenu tête de la façon la plus vigoureuse aux médecins de sa province, à qui il a interdit de recevoir des honoraires en plus de ceux prévus par l'assurance-santé. Son lit étant fait, M. Peterson ne peut maintenant plus verser dans le conservatisme. Il n'a d'ailleurs pas l'intention de le faire, ayant annoncé qu'en plus de demander un mandat sur le libre-échange, il comptait mettre l'accent sur l'amélioration des services d'éducation et des services sociaux dans sa province ainsi que sur une politique de plein emploi. (...)

Pierre Vennat
La Presse

DOCUMENT

Services de garde: des mesures de consolidation

NDLR Voici de larges extraits de la récente déclaration faite par la ministre déléguée à la Condition féminine et députée de Saint-François, Mme Monique Gagnon-Tremblay, à l'occasion de l'annonce des mesures de consolidation pour les services de garde.

Le 30 avril dernier, lors du discours sur le budget 1987-1988, le ministre des Finances, M. Gérard D. Lévesque, annonçait que le gouvernement du Québec mettait à la disposition de l'Office des Services de garde à l'enfance un montant de 4,2 millions \$ pour développer 2,600 nouvelles places en garderie et en agence de services de garde en milieu familial. Par la même occasion, le ministre Lévesque autorisait aussi l'Office à recourir au fonds de suppléance du ministère des Finances pour un montant de 3,8 millions \$.

Cette injection de 8 millions \$ de crédits additionnels dans le budget de l'Office des Services de garde à l'enfance portait ainsi ce dernier à 90 millions \$ pour l'année financière 1987-1988, ce qui constitue, rappelons-le, une augmentation de 12 p.c. par rapport au budget de l'année précédente.

Déterminé à maintenir la qualité du réseau actuel des services de garde, le gouvernement du Québec a donc choisi, même dans un contexte de réflexion globale sur une future politique des services de garde, de passer immédiatement à l'action en prenant des mesures concrètes pour consolider les services de garde à l'enfance sur son territoire. (...)

Augmentation de la subvention de fonctionnement

La subvention de fonctionnement pour les garderies subventionnées passe rétroactivement au 22 juin dernier de 4,00\$ à 4,50\$ par place par jour et celle touchant les agences de services de garde en milieu familial passe de 2,50\$ à 2,75\$ par place par jour. Cette augmentation est importante pour ces deux types de services de garde puisqu'elle leur permettra de consolider leur situation financière et de faire face partiellement à l'augmentation du coût de la vie, particulièrement en ce qui concerne la masse salariale, la nourriture et l'entretien des locaux.

Cette injection totalisant au-delà de 3 millions \$ vient remédier à une situation difficile pour les servi-

ces de garde. Malgré les efforts financiers consentis par le gouvernement du Québec au cours des dernières années (je vous rappelle que le budget pour les services de garde à l'enfance est passé de 53 millions \$ en 1985 à près de 90 millions \$ en 1987), la situation financière des services de garde demeure précaire. Une analyse des états financiers de ces organismes autonomes nous montre que les dépenses sont en augmentation constante et que les revenus ne suivent pas une hausse similaire à celle des dépenses. Leur fonds de roulement tend donc à baisser et ce, dans toutes les régions du Québec.

Ce sont alors les parents qui doivent contribuer plus fortement pour équilibrer le budget de la garderie ou de l'agence de services de garde en milieu familial. Présentement, la contribution moyenne des parents est d'environ 13,00\$ par jour, ce qui représente 65,00\$ par semaine.

C'est beaucoup si l'on considère que dans certaines garderies, on doit exiger jusqu'à 85,00\$ par semaine. L'Office des services de garde à l'enfance a toujours eu comme objectif que le financement des services de garde soit partagé par les parents et la collectivité. La part des parents croissant sans cesse et leur capacité de payer ayant un maximum qu'il est difficile de dépasser, nous avons choisi d'alléger la contribution exigée par les parents, notamment ceux à faible et à moyen revenu, et d'équilibrer le plus justement possible la part de l'Etat pour le fonctionnement des services de garde reconnus.

Nous avons constaté également que la situation financière des services de garde pouvait avoir un impact sur l'équipement, le matériel pédagogique, le ratio éducatrice-enfants et la nourriture. Nous ne pouvons tolérer que des éléments essentiels de la vie en service de garde soient touchés et que finalement, la qualité des services offerts aux enfants se dégrade. (...)

Je suis d'autant plus heureuse d'annoncer cette augmentation de la subvention de fonctionnement pour les garderies et les agences de services de garde en milieu familial qu'elle répond aux attentes des personnes oeuvrant dans le réseau des services de garde à l'enfance. (...)

Je suis consciente qu'il reste encore beaucoup à faire pour assurer des revenus stables aux services de garde et pour atteindre un équilibre constant entre la part de l'Etat et celle des parents dans le financement



OPINION LIBRE

L'accord du lac Meech: suprême humiliation

L'accord du Lac Meech est au fond un pacte entre politiciens tenant par intérêt, au statut quo constitutionnel. C'est une consécration du fédéralisme "canadien" tel que conçu et réalisé par les anglo-canadiens et leurs collaborateurs francophones.

En 1981, on a mis le Québec, province majoritairement francophone, à la porte, pour rapatrier une constitution dont on ne voulait fondamentalement rien changer. Une fois l'opération accomplie, en 1987, on fait rentrer le Québec. Habitué à être tenu à l'écart des "grandes politiques" canadiennes, les Québécois n'ont rien compris, n'ont pas réagi. Pas encore!

Jeux de maîtres et de valets, processus qui cache une discrimination politique et collective dont aucun expert de la chose publique n'a fait état, ne serait-ce que pour s'en étonner ou s'en scandaliser. Mais il est vrai qu'en ce pays, l'expertise politique est partisane et bien rémunérée. Qui ne sait que nos experts ne sont que les pitt-bulls du système!

Ainsi donc, à l'occasion du rapatriement unilatéral de la constitution, on a traité le Québec comme une société distincte, mais une société de deuxième zone qui n'avait pas à se prononcer sur le sujet.

Pourquoi était-il si important de mettre le Québec à la porte avant

de se rendre à Londres? Parce que le Québec, coiffé d'un gouvernement nationaliste, avait de nombreux griefs à formuler contre le traitement infligé aux Canadiens-français à l'encontre du pacte fédératif de 1862, tant par les politiciens fédéraux que provinciaux. L'affaire Riel, le traitement réservé aux écoles françaises, les menaces conscriptionnistes, la discrimination dans l'emploi, la ségrégation culturelle et raciale omniprésente à Ottawa, stigmatisent la constitution canadienne. Jamais elle n'a été le fait des Canadiens-français et n'a correspondu à leur culture ou à leur vouloir-vivre collectif.

Les anglophones n'ont pas pris la chance de se faire rappeler, ni démentir à Londres, la turpitude de leurs pratiques constitutionnelles et de se faire conseiller d'en changer s'ils ne voulaient pas passer pour les Africanders de l'Amérique du Nord.

Sans doute, valait-il mieux se retrouver seul à Londres, unis comme larrons en foire, et éviter que le Québec puisse se faire entendre. On s'est donc arrangé pour que le Québec reste à la maison.

Une fois revenu avec le précieux document et le pouvoir, à l'avenir, d'en décider seul, il s'agissait de remettre les choses en place, de perpétuer une situation politique confortable et sans danger. Maîtres

et valets ont des rôles bien distincts dans une société qui se respecte!

Aujourd'hui, on dit aux Québécois, pour les consoler, qu'ils forment une société distincte. Mais c'est l'évidence même! Toute l'opération constitutionnelle, depuis 1867, l'a amplement prouvée.

Mais on n'a pas osé définir cette distinction. Et pour cause!

Le plus troublant, c'est qu'il y a des politiciens québécois, tant au fédéral qu'au provincial, pour se réjouir de la chose. Assez paranoïaques et colons pour se glorifier d'avoir obtenu cette distinction qui équivaut à une discrimination.

Société distincte, oui, en fait, c'est évident. Notre gouvernement bideau en est la preuve et l'illustration. Mais c'est pour le peuple québécois une suprême humiliation. De partenaires fédératifs reconnus en 1867, voilà les Québécois en 1987, parfaitement en tutelle. On décidera maintenant de leur sort en conseil de famille anglophone. Et le Québec se tait.

On est loin, bien loin, des patriotes de 1837 qui n'acceptaient même pas un accroc à la démocratie!

Après un tel coup, que faudra-t-il pour sonner le réveil national?

Léo Raynaud
Drummondville

ser l'impact de nouveaux modes de garde avant d'en faire une implantation plus vaste si l'expérience s'avère concluante.

Au nombre de ces nouveaux modes de garde qui pourraient faire l'objet d'une expérience pilote figure celui de centre intégré, concept assez peu connu au Québec. L'expérience se voit surtout en Europe (en France, en Angleterre et au Danemark) et quelque peu au Canada et aux Etats-Unis. Il s'agit d'un lieu où se retrouve une combinaison de services de garde où se regroupent des enfants d'âge multiples, où l'on maintient une continuité de services visant le développement complet de l'enfant et faisant place à une participation active des parents. On peut obtenir dans un centre intégré des services de garderie, de halte-garderie, de garde pré- ou post-scolaire, de garde d'urgence ou de garde du soir.

Comme vous le constatez, les centres intégrés sont porteurs de beaucoup d'espoir pour les parents. Mais on doit quand même bien cerner la problématique et comprendre de quelle façon nous pourrions implanter, à long terme, ces centres au Québec. (...)

Vers une véritable politique globale

L'ensemble des mesures que j'annonce aujourd'hui vient consolider le réseau des services de garde à l'enfance. Je sais qu'il reste encore beaucoup à accomplir avant de doter le Québec d'un réseau de services de garde diversifiés et universellement accessibles. Heureusement, le dossier des services de garde en est un de société. Il faut s'assurer que le développement et la consolidation des services s'inscrivent dans une planification à long terme pleinement entérinée par le gouvernement. Les mesures annoncées aujourd'hui répondront donc à des besoins à court terme et prouvent que le gouvernement n'entend pas échapper à ses responsabilités d'ici à ce que soit adoptée une véritable politique globale des services de garde.

Concernant ce dernier point, j'estime qu'avec le dépôt récent (29 juin 1987) du rapport du comité consultatif sur les services de garde (Comité Presser), une première étape vient d'être franchie dans le processus d'élaboration d'un énoncé de politique, lequel sera ultérieurement soumis à la consultation publique. (...)

Monique Gagnon-Tremblay
ministre déléguée à la Condition féminine
députée de Saint-François

Dans le Golfe Persique

Le Pentagone continue de renforcer son dispositif

WASHINGTON (AFP) — La marine américaine complète progressivement son dispositif dans le Golfe, tandis que la politique américaine dans la région est critiquée à la lumière des émeutes de La Mecque et de la visite d'un dirigeant soviétique à Téhéran.

Dernière en date des précautions prises par le Pentagone, des forces spécialisées dans la lutte anti-terroriste vont venir renforcer la force aéronavale déployée dans le Golfe afin de contrer d'éventuelles attaques suicides de vedettes iraniennes, selon des responsables du ministère de la Défense cités mercredi par le Washington Post.

Des vedettes rapides équipées d'un canon à tir rapide de 40 mm et susceptibles d'être équipées de canons de 20 mm et de mitrailleuses lourdes ont été chargées à bord du navire amphibie USS Raleigh qui doit arriver dans le Golfe dans un mois, selon ces sources. Longues de moins de 20 mètres et d'un poids à vide de 30 tonnes, ces vedettes ont un équipage de six hommes.

Le secrétaire à la Défense, M. Caspar Weinberger, avait affirmé mardi qu'il ne pouvait dire quand le Pentagone cesserait de renforcer son dispositif: "Si vous vous arrêtez, un autre risque peut surgir et tout le monde dira: 'Mais vous n'aviez pas suffisamment de moyens'".

Nous nous efforçons de disposer des ressources nécessaires, je ne sais pas quand ce sera assez", avait-il souligné devant quelques journalistes.

Critiques

Le Pentagone a été vivement critiqué par le Congrès et la presse après l'explosion d'une mine sous le

premier pétrolier escorté par la marine américaine le 24 juillet.

Depuis cet incident, l'U.S. Navy a pris successivement plusieurs mesures pour faire face au danger des mines: des hélicoptères anti-mines et le porte-hélicoptères Guadalcanal ont été envoyés pour renforcer les neuf bateaux de guerre de la flotte du Moyen-Orient. Un avion transportant des équipements sonars et des spécialistes de lutte anti-mines a quitté la semaine dernière le Golfe tandis que plusieurs petits dragueurs de mines étaient chargés à bord du USS Raleigh.

Parallèlement, les préparatifs pour le départ vers Koweït du deuxième convoi de pétroliers escortés se poursuivent, indique-t-on au Pentagone où l'on se refuse à préciser la date d'appareillage.

Vivement critiquée au Congrès et dans une partie de la presse américaine depuis plusieurs semaines, la politique américaine dans le Golfe est cependant à nouveau mise en question à la lueur des événements des derniers jours.

"La guerre domine les bulletins d'information, les pèlerins iraniens participent à une émeute à La Mecque, le prix du pétrole flambe, la rhétorique iranienne se concentre à nouveau sur les Etats-Unis, le viceministre soviétique des Affaires étrangères M. Youli Vorontsov effectue une visite à Téhéran... tels sont, nous semble-t-il, les premiers résultats du tournant américain en faveur de l'Irak", affirme une analyse du quotidien des milieux d'affaires, le Wall Street Journal, pu-

blée mercredi. Le quotidien estime à cet égard que les intérêts américains dans le Golfe sont en premier lieu de "prévenir une main-mise soviétique sur l'Irak, qui domine géopolitiquement la région, et d'éviter une soudaine

interruption des livraisons de pétrole".

Le New York Times a averti le même jour que les résultats de la visite de M. Vorontsov "signifient une étape importante dans les ré-

cents efforts soviétiques pour améliorer leurs relations avec Téhéran après une période de tension (...). Des liens plus étroits auraient un impact significatif sur l'équilibre politique dans la région et sur les intérêts américains".



(Laserphoto AP)

De nombreuses Iraniennes ont participé hier, à Téhéran, à une marche pour manifester leur indignation à propos de la façon dont ont été traités des pèlerins iraniens vendredi à La Mec-

que, en Arabie Saoudite. Lors d'une émeute, des pèlerins iraniens ont été tués, et plusieurs, blessés.

Le nombre des attaques contre les navires marchands a presque doublé

LONDRES (AFP) — Le nombre des attaques contre des navires marchands dans le Golfe a presque doublé au cours des 12 derniers mois (du 1er août 1986 au 1er août 1987) par rapport à la période de 12 mois précédente, à 118 contre 67, selon Lloyd's List, publication des Lloyd's, dans son édition de jeudi.

Quarante-sept marins ont été tués depuis le début de l'année, portant à 212 le nombre total de marins ayant péri depuis le début des hostilités irako-iraniennes (septembre 1980).

La marine la plus éprouvée a été celle de l'Irak, cible principale de l'aviation irakienne, avec 13 navires sur les 66 attaqués depuis le début de cette année. Les pavillons de complaisance panaméen et libérien suivent, avec 9 navires chacun, suivis de Chypre (7) et du Japon (3).

Les menaces contre la navigation se sont aggravées avec la pose de mines, l'utilisation de vedettes rapides et l'installation de missiles chinois Silkworm par les Iraniens, souligne Lloyd's List.

Tchernobyl: une mise en marche trop hâtive

MOSCOU (AFP) — Le directeur de la centrale nucléaire de Tchernobyl avait signé le 31 décembre 1983 "l'acte de mise en exploitation expérimentale du quatrième bloc énergétique", celui où se produisit l'accident, "alors que les tests nécessaires n'avaient pas été faits", selon de brefs extraits du jugement du procès de Tchernobyl publiés mercredi par Les Nouvelles de Moscou.

C'est la première fois que des attendus du verdict, rendu le 29 juillet, sont publiés dans la presse soviétique. L'hebdomadaire public également une photo des trois principaux accusés, dont le directeur de la centrale nucléaire, l'air grave et accablé à la lecture du verdict. Les six accusés ont été condamnés à des peines allant de deux à dix ans de détention, à l'issue d'un procès auquel la presse n'a pas été admise, hormis le premier et le dernier jour.

Selon l'hebdomadaire, le directeur de la centrale, M. Brioukhanov avait fait arrêter les travaux deux jours avant la date prévue, pour permettre la mise en marche et l'inauguration du bloc, quitte à reprendre les travaux de finition après. L'explosion du réacteur 4 s'est produite le 26 avril 1986.

104 villes polluées en URSS

MOSCOU (AFP) — La pollution atmosphérique dépasse "de façon substantielle" les normes admises, dans 104 villes soviétiques, rapportait mercredi la Meditsinskaia Gazeta.

Parmi les villes citées par le journal, figurent les noms de grandes agglomérations comme Volgograd (ex-Stalingrad), Erevan, la capitale de l'Arménie soviétique, Komsomolsk-sur-Amour, en Extrême-Orient, et Astrakhan, à l'embouchure de la Volga.

La pollution entraîne "une propension à tomber malade de 1,5 à deux fois supérieure à la moyenne", selon la Meditsinskaia Gazeta qui ne fournit pas de précision supplémentaire.

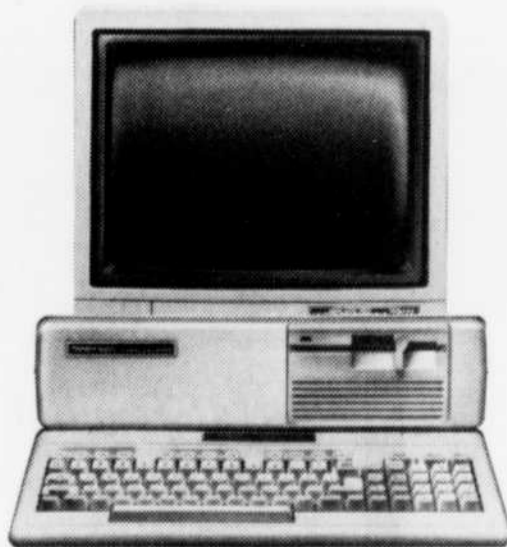
Mouvements au nord du Tchad

N'DJAMENA (AFP) — Des troupes libyennes opèrent d'importants mouvements dans le Nord du Tchad et progressent en direction des positions des forces gouvernementales tchadiennes, alors que trois colonnes libyennes se rapprochent du Tchad par l'Est, à partir du Soudan, a indiqué mercredi un communiqué du Conseil des ministres tchadien.

"Ces mouvements des troupes, qui annoncent une offensive militaire libyenne contre le Tchad, traduisent le peu de cas que fait le groupe de Tripoli des dernières résolutions de l'OUA sur le conflit tchado-libyen", ajoute le communiqué du gouvernement, qui s'est réuni mercredi après-midi en conseil extraordinaire, exceptionnellement élargi au Conseil national consultatif (CNC, sorte de parlement tchadien).

Combinez notre ordinateur MS-DOS le plus vendu à 20 m-octets sur carte de disque dur et épargnez

\$600



TANDY 1000 SX

Avec adaptateur d'écran vidéo et d'imprimante, accès de bâton de commande et de crayon lumineux, mémoire de 384 K... des options comprises que les autres offrent contre supplément! Pour l'amateur de puissance, nous avons une nouvelle configuration: le Tandy 1000 SX à une unité. Parfait pour l'utilisateur de disque dur qui n'a pas besoin d'une deuxième unité de disque souple ou ne veut pas l'acheter. Ce mois-ci, nous avons réuni notre 1000SX à une unité à notre carte de disque dur de 20 M-octets à installer

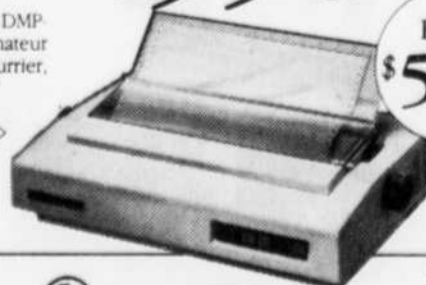
par l'utilisateur et réduit le prix de \$600. Vous pouvez vous acheter un puissant système pour moins de \$2000. Ajoutez l'écran vidéo de votre choix et vous êtes prêt. En exclusivité dans les magasins Radio Shack, centres d'ordinateurs Tandy et détaillants participants. 25-1052/1029* Rabais \$500. L'imprimante rapide à matrice de points DMP-2110. Parfaite avec le système ci-dessus ou un ordinateur compatible IBM. Impression en mode triple pour courrier, données ou graphiques. 26-2810. Prix cour. \$1899.*

\$1399

\$1998

Total des prix cour. 2598.00
Prix après rabais 2498.00
Écran vidéo non compris

Rabais \$500



*Une commande spéciale peut être requise

La réclame expire le 31 août 1987

Un bon de réduction différée sera émis si l'article est épuisé, nous nous réservons le droit de corriger les erreurs typographiques. IBM est une marque déposée d'International Business Machines Corp.

ORDINATEURS TANDY... DE RADIO SHACK, DIVISION INTERTAN CANADA LITE

Disponible aux magasins Radio Shack, centres d'ordinateurs Tandy et détaillants participants

la tribune arts et divertissements

Reçus à Sherbrooke par des membres des Frères des écoles chrétiennes

100 jeunes Français et Mexicains séjournent en Estrie

par Nathalie ROY
FLEURIMONT —
Une vingtaine de jeu-

nes Estriens, membres
des Frères des écoles
chrétiennes, ont reçu,

dans la région, plus de
100 jeunes venus de
France et du Mexique,

pour échanger sur la
fraternité, le service et
la foi.

Ce rassemblement
international est la suite
d'un échange sem-

blable, effectué en
1985, dans le cadre de
l'Année internationale
de la jeunesse. En 1985,
plusieurs jeunes qué-
bécois se sont rendus
en France dans le
même but. Cette an-
née, c'est au tour du
Québec d'accueillir les
jeunes. Cette activité
s'inscrit aussi dans le
cadre du 150ième an-
niversaire des Frères
des écoles chrétiennes,
fondé en France.

xicains. Dans les au-
tres régions, on retrou-
ve des jeunes de diffé-
rents pays européens",
a souligné Stéphane Bi-
lodeau, membre des
Frères de l'école chré-
tienne de Sherbrooke et
participant au projet.
Après deux journées
passées en région, les
550 participants, âgés
entre 15 et 25 ans, sont
maintenant ensemble
jusqu'au 9 août, au Do-
maine Fraser, près de
Thetford-Mines. "Les
premiers jours servent
à se connaître entre
nous et à visiter les ré-
gions. Au Domaine
Fraser, nous échangeons
sur les trois thé-

mes prévus, la frater-
nité, le service et la
foi", a expliqué Stéphane
Bilodeau.
Entourés d'anima-
teurs de la région et
des autres pays, les
participants ont, entre
autres, visité la région
de North-Hatley et par-
ticipé à des jeux de
connaissance.
Préparé depuis plus
de sept mois, cet
échange a demandé
plusieurs efforts des
jeunes. "Nous avons
amassé de l'argent en
organisant des lave-
autos et en vendant des
barres de chocolat.
Chaque participant a
dû s'impliquer. Le seul

coût que nous avons dé-
boursé est l'inscription
de 75 \$. Cette somme
couvre les frais de
nourriture et de loge-
ment de notre séjour à
Thetford-Mines", a in-
diqué le jeune partici-
pant.
Du côté des partici-
pants français et mexi-
cains, plusieurs dons
ont été reçus pour le
déplacement des jeu-
nes. "L'argent provient
de trois sources: les
dons de plusieurs orga-
nismes, les activités
des jeunes et leurs pa-
rents", souligne Daniel
Elzieté, animateur et
accompagnateur des
jeunes français.



(Photo La Tribune par Claude Poulin)

Pour patienter en attendant l'heure du souper, les jeunes participants se sont amusés en improvisant des jeux dans la cour de l'église Notre-Dame-de-la-Protection, à Fleurimont.

Le 21e congrès provincial de l'AFEAS se déroulera sous le thème "L'autonomie... un beau défi!"

SHERBROOKE — C'est sous le thème "L'autonomie... un beau défi!" que se déroulera le 21e congrès annuel de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS), les 17, 18 et 19 août, au Centre des congrès de Jonquière.

Quelque mille congressistes étudieront alors des propositions touchant la condition féminine telles que la réforme fiscale, la pornographie et les maisons d'hébergement pour les femmes battues. Les déléguées auront également à se prononcer sur des sujets d'actualité: l'irradiation des aliments, les coupures dans le service postal, la peine de mort, etc.

C'est au cours d'une conférence de presse prévue pour le mercredi 19 août que seront, par ailleurs, révélés les noms des groupes ré-

donner le travail de pression et de sensibilisation sur les dossiers en cours. La formation académique et professionnelle des filles, par exemple, retiendra tout

particulièrement l'attention cette année. L'accès des femmes au pouvoir politique, la reconnaissance des acquis extra-scolaires et l'intégration des tra-

vailleuses au foyer au Régime des rentes du Québec demeurent pour l'AFEAS des dossiers importants réclamant toute son attention.

Décor Royal
Boutique de décoration et cadeaux de distinction
• articles de collection
• grande sélection de cadeaux
• accessoires de décoration de qualité supérieure
Promenades King
2341 King ouest, Sherbrooke
564-4049 24405x

GRANDE VENTE
FIN DE SAISON **50%** de rabais
boutique **Brin d'Folie**
Importations et prêt-à-porter pour la femme qui se veut élégante.
MAIL INTERIEUR
Les promenades King

DETENTE NIKES DETENTE NIKES DETENTE NIKES DETENTE NIKES DETENTE

THÉÂTRE L'EXAGON
PRÉSENTE
La Ménagère Apprivoisée
A NE PAS CONFONDRE AVEC LA "MÈRE APPRIVOISÉE" DE SHAKESPEARE

Comédie de: Yvon Brochu
Mise en scène: Daniel Larkin

Avec: Gilles Jean
Julie Lemaire
Caroline Bilodeau
Daniel Larkin
France Rousseau
Claude Lafrance

A L'AFFICHE
AU

Les jeudis, vendredis, et samedis à 20h30 du 9 juillet au 29 août

SALLE CLIMATISÉE
IL EST TOUJOURS PRÉFÉRABLE DE RÉSERVER

COUPON-RABAIS la tribune
Applicable seulement sur le prix d'un billet pour la représentation de "LA MÈRE APPRIVOISÉE".
Seuls les coupons originaux sont acceptés à raison d'un seul coupon par billet acheté.
Valeur \$1 00 de

Restaurant **Elite** Musiciens les vendredis et samedis

jusqu'à la fin d'août, les jeudis et vendredis à compter de 17h.

Festin d'été
Escargots à la provençale
Bisque de crevettes
Pain à l'ail
Petite salade César
Assiette terre et mer avec filet mignon, moules à l'ail, cuisses de grenouilles, pétoncles, langoustines et crevettes.
le tout **16⁹⁰\$**

A compter de 17h.
Samedis Romantiques
Cocktail de crevettes
Chateaubriand "Bouquetière"
Café espagnol
44⁹⁰\$ pour deux

Le dimanche soir, de 17h à 22h.
Buffet Familial
Huit variétés de fruits de mer, à volonté
Côte de boeuf au jus, à volonté
Pommes au four
Quatre salades
Fromages et charcuteries
Vaste choix de desserts
15⁹⁰\$ adultes
9⁹⁰\$ enfants

4 splendides salons pour groupes de 15 à 125 personnes.
4200, rue King ouest, Sherbrooke 563-4755
Du lundi au vendredi, petit déjeuner servi de 8h à 11h.

LIQUIDATION
FERMETURE DU MAGASIN
SAMEDI LE 8 AOÛT 87
DERNIERE CHANCE AUX FUTURES MAMANS

PLUSIEURS MODÈLES DE:
JOUETS COUCHETTES BUREAUX TABLES A LANGER POUR BEBES

FAUT VOIR AVANT LA FERMETURE!

AUCUNE OFFRE RAISONNABLE REFUSÉE

MEUBLES TOM-POUSSE
Promenades King - Sherbrooke, 821-2248

VENTE PRE-SAISON
20%
DE RABAIS sur tous nos **manteaux d'hiver**

Imaginez, nos nouveautés de la saison sont déjà en vente.
Tailles 3 à 15, 6 à 20, 14 1/2 à 24 1/2.
Plan mise de côté.

Nouvelle Mode

20 Wellington nord
Centre-ville, Sherbrooke

RENETEMENT
RICHMOND INC.
 — Renovation
 — Isolation
 — Toiture
 Composés sans frais
 1-800-567-6033
 1092, rue Belmont
 MELBOURNE
 829-3807

La vie dans les Cantons



Invité au Club Rotary

Le député fédéral du comté de Mégantic-Compton-Stanstead, François Gérin, a été invité par le Club Rotary des Villes frontalières dans le but de parler de son expérience en politique. On retrou-

ve de gauche à droite, Edward Hyatt de Stanstead, le député François Gérin, le président du club, David Emslie, François Ayyette, trésorier du club et Malcolm MacDonald, de Stanstead.

(Photo La Tribune par Maxime Doyon)



Deux bourses de 500 \$

Le groupe-conseil LNR Inc. a décerné à deux étudiants en génie de l'Université de Sherbrooke, deux bourses d'étude de 500 \$ chacune. Dans l'ordre habituel, on aperçoit, Aldée Cabana, recteur de l'Université de Sherbrooke, Joël Lachance,

étudiant-réциpiendaire, Paul Lambert, président du groupe-conseil LNR inc., Luc Faucher, étudiant-réциpiendaire et Richard Thibault, doyen de la faculté des Sciences appliquées de l'Université de Sherbrooke.

Notes d'histoire

Né à Verdun en 1922, il a été élevé à la prêtrise en 1950, après des études classiques au Séminaire St-Charles-Borromée de Sherbrooke et des études théologiques au Grand Séminaire des Saints-Apôtres. Après avoir été professeur au Séminaire St-Charles-Borromée et assistant-procureur de cette maison d'enseignement, il a été le principal adjoint puis le directeur de l'École normale de l'Estrie de 1958 à 1964. Nommé recteur du Séminaire de Sherbrooke en 1968, il est, depuis 1971, procureur du diocèse de Sherbrooke.

Réponse à la question de mercredi: André Baldini.

Carnet communautaire

Le Centre d'emploi du Canada organise un Marché aux puces étudiant, le samedi 8 août prochain.

L'événement se déroulera au Centre communautaire de Magog sur la terrasse avant.

Ephémérides

C'est le jeudi six août 1987, 218ème jour de l'année. Transfiguration.

Fête à souhaiter: Octavien (né dans le Doubs en 1132, fils d'un seigneur bourguignon qui s'opposait à sa vocation sacerdotale, il devint moine à la mort de son père et accomplit plusieurs miracles).

Anniversaires historiques: 1985 — La navette américaine Challenger revient sur Terre après un voyage de huit jours dans l'espace, avec de nombreuses informations sur le système solaire.

1978 — Le pape Paul VI meurt à l'âge de 80 ans.

1977 — Enlèvement de Charles Marion, gérant de crédit de la Caisse populaire de Sherbrooke-Est. — Une bombe explose dans un magasin de Salisbury en Rhodésie, tuant 11 personnes: c'est l'attentat le plus meurtrier commis dans une ville au cours des cinq années de guérilla.

1960 — Réjean Lacoursière gagne la traversée du lac Saint-Jean.

1954 — Wilbert Coffin, jugé coupable de meurtre, apprend qu'il sera pendu le 26 novembre 1954. — Emilie Dionne, l'une des célèbres quintuplées, meurt à Sainte-Agathe-des-Monts.

1945 — La ville japonaise d'Hiroshima est rasée par une bombe atomique lâchée par un avion américain.

1890 — Première exécution

capitale par la chaise électrique aux États-Unis.

Ils sont nés un 6 août: Le poète anglais Alfred Lord Tennyson (1809-1892) Le chimiste anglais Alexander Flemming, inventeur de la pénicilline (1881-1955) L'actrice et comédienne américaine Lucille Ball (1911)

L'acteur américain Robert Mitchum (1917) L'ex-ministre libéral fédéral Paul Hellyer (1923)

PENSÉE DU JOUR

"On dit" et "peut-être" sont les deux huissiers de la médiancée. (Balzac)

La Tribune salue



Gérard Dutil, claviste à l'atelier, qui compte 35 années de service à La Tribune.

Des jeux et des mots

Les mots-clés du travail de bureau

Mots-bulles

Solution du jeu publié dans l'édition d'hier.

- | | |
|---------------------|------------------------|
| 1 - Cloisonnette | 4 - Classeur à clapets |
| 2 - Bureau ministre | 5 - Poste |
| 3 - Chaise dactylo | 6 - Tirette |



La Petite LUCARNE DÉCOR INC.

1030 King est, Sherbrooke (819) 562-9947

Un personnel qualifié vous attend pour répondre à tous vos projets de décoration. Service à domicile.

Les meilleurs prix sur:

- draperies
- couvre-lits
- dentelles
- peintures
- tapisserie
- cadres
- tapis
- stores verticaux et horizontaux

Une maison de confiance

PROMOTION D'AOUT

Dentelle

Choix et qualité incomparables. Sur commande. REDUCTION \$5 à \$15 le mètre

Couvre-lit

Sur commande. REDUCTION \$25 à \$100 l'unité

Stores VERTICAUX sur mesures.



1/2 PRIX

Gamme complète de tissus et couvre-lits.

Stores HORIZONTALS BALI 1/2 PRIX

Nos prix sont basés sur la liste de prix suggérés du manufacturier.

Vente en magasin seulement.

Prix en vigueur jusqu'au 30 août.

Faites un tour de manège sur notre **CARROUSEL Géant**

C'EST LA FÊTE FORAINE AU CARREFOUR DE L'ESTRIE TOUT L'ÉTÉ

Lun., mar., merc.: 1h à 5h; sam.: 9h à 5h.
 jeu., ven.: 1h à 9h; Admission: 1^{re}

TARIF RÉDUIT POUR GROUPE 563-1907

en collaboration avec la tribune



Sommet centraméricain: ses chances de succès compromises

par Dominique PETTIT

GUATEMALA (AFP) — Le "sommet" des chefs d'Etats centraméricains, qui devaient mettre au point un plan de paix pour la région, a été sérieusement mis à mal par l'initiative prise en dernière minute par les Etats-Unis, estimaient hier les observateurs à Guatemala.

Le "plan de paix" nord-américain sera officiellement soumis vendredi aux chefs d'Etat qui se réunissent dans la capitale guatémalteque. Il bouscule complètement un agenda auquel les ministres des Affaires étrangères des cinq pays concernés — Costa Rica, Honduras, El Salvador, Guatemala et Nicaragua — s'efforçaient assez laborieusement de mettre la dernière main.

Le Plan Reagan promet l'interruption de l'aide de Washington aux contras nicaraguayens au prix d'importantes concessions et de mesures de "démocratisation" du gouvernement sandiniste de Managua. D'ores et déjà, le vice-ministre nicaraguayen des Affaires étrangères, M. Jose Talavera, s'en est indigné à Managua, estimant qu'il ne s'agit de rien d'autre que d'une "manoeuvre des-

tinée à porter un coup au "sommet" présidentiel".

Par ailleurs, le président nicaraguayen Daniel Ortega a invité hier les Etats-Unis à entamer immédiatement "un dialogue sans condition" pour discuter de la proposition faite par la Maison-Blanche, en vue d'établir un cessez-le feu et un processus de démocratisation au Nicaragua.

M. Ortega a déclaré lors d'une conférence de presse que si le président Reagan n'acceptait pas la proposition nicaraguayenne, "cela mettrait en évidence que l'initiative américaine vise à détruire les efforts" de pacification réalisés actuellement par le groupe

de Contadora et par le président costaricien Oscar Arias.

Les observateurs estimaient mercredi à Guatemala qu'il était bien peu probable que le Nicaragua accepte subitement, à l'occasion de ce "sommet", de prendre une série de mesures de "démocratisation" réclamée depuis des années par les Etats-Unis et dont Managua nie l'opportunité.

Déramatiser la situation

Interrogés mercredi à Guatemala, les autres chefs de la diplomatie des pays de la région ont tenté de déramatiser la situation. "La plupart des dispositions du Plan Reagan entrent dans le cadre du projet défendu par le Costa Rica", a déclaré M. Rodrigo Madrigal Nieto, le ministre costaricien.

M. Madrigal, qui n'avait pas encore connaissance de la totalité du projet nord-américain, a ajouté qu'il faudrait, "peut-être, réécrire certains des ar-

ticles du projet en cours de discussion pour tenir compte de la proposition américaine".

Le représentant du Honduras, l'un des pays les plus liés aux Etats-Unis dans la région, s'est montré, pour sa part, très satisfait de cette initiative qu'il juge "très positive". "Il y a sans aucun doute le moyen de l'intégrer à nos discussions comme à celles des présidents", a ainsi déclaré M. Carlos Lopez.

La préparation du "sommet" centraméricain, à laquelle travaillaient depuis mardi les ministres des Affaires étrangères des cinq pays, paraissait déjà fort compliquée par l'existence de plusieurs propositions qui s'étaient ajoutées au "plan de paix" initial de M. Oscar Arias, président du Costa Rica.

A ce plan s'étaient notamment greffées les propositions du groupe de Contadora — Colombie, Mexique, Panama et Venezuela — ainsi que celles présentées par la diplomatie du Honduras.

ÉLIMINER

- PERCE-OREILLES
- ARAIGNÉES
- FOURMIS



OUVERT DE
8h à 18h tous les jours
8h à 13h. le samedi

EXTERMINATION CAMERON INC.
Service Antiparasitaire

Spécialistes sur place pour vous conseiller

918, McManamy, Sherbrooke, 569-2847

Un homme armé abattu à l'entrée du Pentagone

WASHINGTON (AFP) — Un homme armé qui tentait de pénétrer, arme au poing, dans le bâtiment du Pentagone à Washington, a été mortellement blessé mercredi matin par un agent de sécurité, a-t-on appris de source officielle.

L'homme a succombé à ses blessures peu après à l'hôpital où il avait été transporté, a-t-on précisé de même source.

Un porte-parole du Pentagone, M. William Caldwell, a précisé que cet homme avait sorti un revolver à l'une des principales entrées du département de la Défense et s'était précipité dans la direction du Centre National de Commandement, une zone extrêmement protégée qui abrite l'état-major interarmes.

Selon M. Caldwell, l'individu avait été arrêté à un contrôle de sécurité. "Il a alors sorti un revolver et s'est mis à courir...". Le garde lui a ordonné de s'arrêter. Il s'est retourné, brandissant son arme. Le garde a alors tiré deux coups de feu dont l'un a atteint l'individu", a déclaré le porte-parole.

L'incident s'est produit vers 8h00 locales et l'homme, identifié par la

chaîne de télévision CBS comme un certain Duane Wallace, âgé de 30 ans, est mort moins de deux heures plus tard dans un hôpital d'Arlington, en Virginie, non loin du Pentagone.



Duane Wallace (photo datant de 1976)

Défense assumée par une association de soutien à des nazis en fuite

JERUSALEM (AFP) — La défense de John Ivan Demjanjuk, accusé d'avoir été un des bourreaux du camp d'extermination nazi de Treblinka, est financée par une association de soutien à des nazis en fuite, l'Association Saint Raphael, affirme dans son édition de mercredi l'hebdomadaire israélien Koteret Rachit.

Dans une interview à l'hebdomadaire, un membre de cette association, M. Jerome A. Brentar, agent de voyage à Cleveland (Ohio), a admis centraliser les fonds pour la défense de John Demjanjuk.

"L'association Saint Raphael (St. Raphaels Verein) aurait notamment aidé Adolf Eichmann — exécuté en 1962 en Israël — et d'autres criminels de guerre nazis à quitter l'Europe en se cachant sous de faux noms dans des couvents", affirme le journal.

Une 2e vague de chaleur en Grèce

ATHENES (AP) — Les météorologues ont prédit mercredi qu'une deuxième vague de chaleur devrait atteindre la Grèce à la fin de cette semaine. Les températures, ont-ils précisé, pourraient atteindre 43 degrés.

La vague de chaleur qui s'est abattue sur le pays il y a deux semaines a fait plus de 900 morts, selon les autorités.

"Nous nous attendons à une augmentation importante des températures à partir de samedi. Elle devrait durer quatre jours", a précisé un porte-parole. On s'attend à ce que cette vague de chaleur soit aussi meurtrière que la précédente. De nombreux hôpitaux seront équipés aussi vite que possible de systèmes d'air conditionné. Si les températures atteignent 40 degrés, les hôpitaux seront placés en état d'alerte 24 heures sur 24, et les vacances des médecins seront supprimées.

EXPLOSION SONY

SONY
CAMERA 8MM
modèle CCDV3

Grâce à la caméra CCDV3 de Sony vos montages vidéos rivaliseront avec ceux des professionnels. Munie d'un système d'effacement précis et d'une mise au point automatique, cette caméra transformera vos séances de tournage en une partie de plaisir et vous permettra de visionner le tout simplement en la branchant à votre téléviseur!

1599⁰⁰

SONY
CASSSETTE
SONY T-120/L-750
Reg. 8.49

699

SONY
VIDEO SuperBeta Hi-Fi
modèle SLHF-450

• Décodeur stéréo intégré
• 6 émissions/7 jours
• Télécommande infrarouge
• Convertisseur intégré

699⁹⁵

GRATUIT
2 CASSETTES
SONY L-750

SONY
TELECOULEUR 28"
modèle KV-2780R

• Télécommande infrarouge
• Convertisseur intégré
• 4 entrées vidéo et audio
• Attachage écran
• Minuterie de sommeil
• Chassis beige (table)

1699⁰⁰

SONY
TELECOULEUR 21"
modèle KV-2064R

• Convertisseur intégré
• Télécommande infrarouge
• Attachage écran
• Chassis noir

849⁹⁵

SONY
RADIO AM/FM à
DOUBLE CASSETTE
modèle CFS-301 W

• AM/FM stéréo
• Double cassette
• Répertoire rapide
• Microphone incorporé

149⁹⁵

SONY
WALKMAN
modèle WMF-45

• AM FM stéréo
cassette
• Résiste à l'eau
• Ecouteurs inclus

139⁹⁵

SONY
ECOUTEUR
SONY MDRE-222

29⁹⁵

SONY
ENSEMBLE AUDIO
modèle SEN-270

• Amplificateur stéréo (2x60w)
• Egalisateur graphique à 5 bandes
• Syntonisateur digital
• Magnétocassette double
• Table tournante semi-automatique
• Enceintes acoustiques 3 voies

999⁰⁰

SONY
BALLADEUR
modèle WMF-41SS

• AM/FM stéréo
• Cassette
• Ecouteurs
• Mini haut parleurs inclus

79⁹⁵

Ces spéciaux sont disponibles dans nos 140 magasins

SUPER MAGASIN PRINCIPAL

2222, RUE KING OUEST
566-0261

* Politique en magasin

+10%

SI VOUS TROUVEZ MOINS CHER, NOUS VOUS REMBOURSONS LA DIFFÉRENCE...
CHEZ ATLANTIQUE LE MEILLEUR PRIX, GARANTI!

LES MEILLEURS PRIX
LE MEILLEUR CHOIX
LE MEILLEUR SERVICE

140
MAGASINS

UN POUVOIR
D'ACHAT
INCROYABLE!

ATLANTIQUE IMAGE ET SON

VIVONS L'ÉLECTRONIQUE ENSEMBLE